L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 27 MARS 1875. 49me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN 27 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par C. E. Girardey, à la Bourse d'Encan St. Charles—belle maison cottage, double, rue Derbigny.

Par G. de Fériet & Co., à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—actions de chemin de fer.

Par Placide J. Spear, rue Marais, entre Kerlerec et Columbus—meubles.

Par D. E. Morphy, coin Gravier et Delta—100 sacs drêche, et aux Nos. 108 et 110, rue des Magasins, faïence—aussi rue Vieille-Levée, entre Hôpital et Quartier—une distillerie.

—Un élégant double cottage et autres propriétés annoncées par C. E. Girardey, encanteur, seront positivement vendus aujourd'hui à midi à la Bourse St-Charles. Les acheteurs sont invités à être ponctuels.

MM. G. De Fériet & Co., encanteurs, vendront aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, des actions de la compagnie du chemin de fer Claiborne et Canal et de l'Association de la Foire Agricole. Voyez nos colonnes d'annonces.

Drêches. Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

Faïence, etc.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

Distillerie à rectifier. Voir l'annonce de D. E. Morphy.

SPECTACLES.

Samedi, 27 Mars 1875.

VARIÉTÉS—A midi et le soir, Christie Johnstone, or Out of the Depths.
ACADEMIE—A midi et le soir, comédie, burlesque, olio, &c.
ST. CHARLES—A midi et le soir. Ben DeBar dans le rôle de Falstaff.

Du travail.

Au lendemain du 14 septembre, lorsque le gouvernement réellement élu par le peuple en 1872, eût été installé à la Maison d'Etat, il y eût dans la ville un enthousiasme indescriptible. La confiance était rétablie dans tous les cœurs et les symptômes qui se manifestèrent pendant les deux journées du 15 et du 16, indiquaient qu'il y avait dans tous les esprits la conviction que les affaires allaient reprendre comme par enchantement et que la Nouvelle-Orléans et la Louisiane allaient entrer dans une ère nouvelle de travail et de prospérité. Tous ceux qui ont assisté à ces journées émouvantes, peuvent attester ce que nous venons d'avancer. Ils peuvent témoigner également du découragement qui s'empara de nouveau de toute la population, le jour où le gouvernement de Kellogg fut réinstallé par les baïonnettes fédérales.

Ce sont là des faits authentiques, incontestables; c'est de l'histoire vraie. Que signifient-ils?

Ils signifient qu'en Louisiane, ce ne sont ni les éléments de travail, ni les capitaux, ni les conditions climatériques et matérielles qui font défaut pour assurer de l'emploi à tous et une prospérité générale. Ce qui manque, c'est la confiance, levier puissant et indispensable au succès de toutes les entreprises.

Six années d'un régime de corruption et de vénalité sans parallèle, de gaspillage et de pillage sans exemple, ont non seulement dilapidé la fortune publique, tué le crédit, et surchargé les habitants d'impôts écrasants, mais elles ont détruit la confiance, et ce manque de confiance est cause qu'il y a dans nos banques dix sept millions de capitaux accumulés et inactifs, quand la moitié des propriétés de la ville sont à vendre à vil prix, quand toutes les valeurs sont dépréciées, quand les agriculteurs manquent des avances nécessaires pour faire leurs récoltes, quand des milliers d'artisans et de travailleurs de tous les métiers voient leurs familles sur le point de mourir de faim parce qu'ils ne peuvent trouver de travail.

Deux fois, la confiance a été sur le point de reprendre et deux fois, le Président des Etats-Unis est venu comme un mauvais génie, remettre sur la poitrine de ce peuple, le fardeau qui l'oppresse et le condamne à l'impuissance.

Le résultat de l'intervention de l'armée fédérale après le 14 septembre a été fatal, et bien triste est la nomenclature des faillites, des déconfitures et des suicides qui ont été la conséquence du rétablissement du régime radical.

Aujourd'hui, dix à quinze mille artisans et ouvriers de tous les métiers voient avec effroi arriver la saison d'été et la perspective d'un chômage absolu et général, quand déjà beaucoup d'entr'eux ont eu à souffrir de chômages partiels depuis deux ans et plus.

Les abords de l'Hôtel de ville sont assiégés par des centaines d'affamés qui demandent du travail, et l'administration municipale, qui a les mains liées par tout un code de lois odieuses et arbitraires, ne peut que montrer une bonne volonté à peu près stérile pour venir au secours de ces malheureux.

La charité publique, si grande et si généreuse en tout temps à la Nouvelle-Orléans, est aussi impuissante, car à part quelques exceptions, les classes jadis aisées sont elles-mêmes gênées et obérées. La plupart des propriétaires fonciers peuvent à peine payer leurs taxes et sont hors d'état de faire faire à leurs maisons des réparations indispensables qui procureraient du travail à des milliers d'ouvriers.

L'économie est à l'ordre du jour dans toutes les familles et chaque économie se traduit par des journées de travail enlevées aux ouvriers des divers corps de métier, car, en vertu de cette loi de solidarité qui unit les membres d'un même corps social, la cause qui appauvrit le riche enlève le pain de la bouche de ceux que le riche faisait travailler.

Quel remède y a-t-il à un pareil état de choses? nous allons le dire.

Il faut quelque chose qui remette en mouvement les rouages arrêtés du commerce et de l'industrie, quelque chose qui rende à l'agriculture les moyens de production, à la propriété et aux actions et valeurs de tout genre une sécurité qui permette les transactions, aux capitaux des garanties dans les diverses sortes de placement qui s'offrent à eux.

Il faut en d'autres termes aux affaires ce que l'huile est aux rouages d'une montre. Il faut la confiance.

Comment se rétablira la confiance? Par l'adoption de réformes qui, en détruisant les abus existant et en allégeant considérablement les fardeaux actuels de la population, garantissent en même temps que ces abus et ces fardeaux ne pourront être rétablis.

De qui dépend l'adoption de ces réformes? Nous croyons que les membres conservateurs démocrates de l'Assemblée sont disposés à les voter, si le compromis s'exécute loyalement. Il ne manque donc que le concours du gouverneur de facto et de son parti, et rien, malheureusement, ne nous autorise, jusqu'à présent, à compter sur ce concours.

C'est sur le parti radical que pèse la responsabilité de la décadence de la Louisiane et de la Nouvelle-Orléans et de la misère et de la ruine dont les effets ne se font que trop sentir.

De l'action des hommes de ce parti va dépendre le rétablissement de cette confiance en l'avenir qui, selon nous, rendrait la vie au corps social, car elle remettrait en circulation les capitaux et produirait un mouvement d'affaires dont les bienfaits seraient généraux dans toutes les classes.

Si M. Kellogg et ses partisans se refusent à accéder aux réformes qui leur sont réclamées, c'est à eux que devront demander du travail et du pain pour leurs familles les dix ou quinze mille artisans ou ouvriers qui sont menacés de battre bientôt inutilement le pavé des rues de la Nouvelle-Orléans.

LE JOUR DE PAQUES A LA CATHÉDRALE.—Demain, dimanche, jour de Pâques, une grande messe sera célébrée pontificalement à la Cathédrale par Monseigneur Perché, à 10 heures, et le sermon sera fait par le Père Maumus. Un chœur très nombreux, composé par M. G. Curto et dirigé par lui, chantera la messe de l'IMMACULÉE CONCEPTION.

MEETING DES ARTISANS ET OUVRIERS DU SECOND DISTRICT.—Nous publions dans nos colonnes, une convocation qui invite les artisans et ouvriers de tous les corps de métier, qui résident dans le second district, à se réunir ce soir à sept heures, au coin des rues Royale et St-Louis.

Nous comprenons parfaitement les sentiments qui portent les travailleurs à se réunir et à se concerter pour aviser aux moyens de lutter contre la misère qui les menace. Nous n'avons pas besoin de leur recommander d'être prudents et modérés dans leur langage et de n'adopter aucune résolution avant d'en avoir mûrement pesé la portée et les termes; ils sont trop intelligents pour ne pas comprendre que cela est nécessaire au succès de leurs efforts.

Les hommes qui souffrent parce que le travail leur manque, ont droit aux sympathies de toute la communauté. Leur cause, d'ailleurs, n'est pas distincte de celle des patrons, qu'atteint également dans leurs intérêts, la stagnation des affaires.

Le mouvement qui se produit, en ce moment, parmi les travailleurs, mérite d'attirer sérieusement l'attention. Nous engageons ceux-ci à ne pas se laisser entraîner dans une fausse voie par des politiciens qui pourraient vouloir se servir d'eux. S'ils veulent que leur mouvement soit utile à eux et à toute la communauté, ils doivent n'écouter que des conseils sages et pratiques. Nous suivrons avec intérêt et sympathie leurs délibérations.

OPÉRA.

C'est demain, dimanche, que le théâtre de la rue Bourbon rouvre ses portes. La direction offre généreusement des œufs de Pâques au public, en le conviant à une belle représentation à bon marché. Le spectacle comprendra le *Trouvère*, grand opéra de Verdi, et les *Noces de Jeannette*, opéra-comique de Victor Massé. Le tarif des places pour cette représentation, a été modifié comme suit: Prix d'entrée, 75 cents; Places réservées, $1; Fauteuils, 50 cents; Troisièmes, 25 cents; Quatrièmes, 15 cents.

Après demain, lundi, la *Reine de Chypre*, grand opéra d'Halévy, pour la représentation extraordinaire organisée sous le patronage des sociétés françaises.

GRAND CONCERT POPULAIRE DE MLLE ILMA DE MURSKA.—Nous rappellerons au public que Mlle de Murska donne, demain, à la salle Grunewald, un grand concert populaire, avec le concours de Mme Carreno Sauret, pianiste, MM. Braga, violoncelliste; Sauret, violoniste; Giammona, baryton.

Nous n'avons plus besoin de parler du talent de la grande cantatrice hongroise: elle est maintenant connue de toute notre population, et quand on l'a entendue une fois, on attend avec impatience l'occasion de l'entendre encore. Une bonne chanteuse est comme un bon livre, on ne s'en lasse jamais.

Louisiane.

Le *Louisianais* donne des conseils à Kellogg: nous craignons fort qu'il ne parle à un sourd et il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Le *Sentinel*, notre ami n'est pas tendre pour notre autre ami O. F. Hunsacker, le général à plume de dindon, le représentant sans droits de St-Jacques, et l'avocat *in partibus asinorum*. Il le nomme Oscar *Fraude* Hunsacker. Comme nous n'avons pas un esprit de contradiction, nous nous taisons.

C'est également par le *Sentinel* que nous apprenons que J. Walker Hunsaker, l'homme aux cheveux rouges et le troisième du nom, sollicite le périlleux honneur d'être chef enregistreur de notre paroisse. Pour ça, non! L'honneur serait vraiment trop périlleux. Trognons de choux, et mottes de terre partiraient d'eux-mêmes.

On lit encore dans le journal susdit *In sido patent*—que W. P. Kellogg et M. Hahn viennent de signer un *contrat* d'impression en faveur du nommé Oscar *Fraude* Hunsacker.

Le bon public explique ainsi la chose, et la chose ne fait pas honneur au nommé Kellogg.—O. F. Hunsaker n'aurait accordé son concours et ses votes à Kellogg, s'engageant à ne pas rompre le douteux *quorum* de la Chambre, qu'aux conditions suivantes: Tu arracheras mon frère aux mains de la justice, tu feras de mon beau-frère un collecteur, tu me donneras un contrat de journaliste officiel, tu me soutiendras envers et contre tous, tu défendras ma virginité comme je défendrai la tienne, &c. Tu me connais, t'est-ce pas! et tu n'ignores point que je sais me vendre.

Malheureux et méprisable Kellogg, laisse-nous te donner un conseil d'ami.

Jette à la mer les vauriens de ton équipage, prends des matelots honnêtes et robustes, aime la Louisiane et sers-la fidèlement; sois libre, consciencieux et digne. Plus d'association avec la fripouille. Le peuple louisianais sait pardonner à qui s'amende, et il pardonnerait à Kellogg lui-même, si Kellogg réparait une partie du mal fait.

Est-ce qu'il est plus difficile d'oser le bien que le mal?

COMMISSION FRANÇAISE POUR LE CENTENAIRE AMÉRICAIN.—Le gouvernement français n'a voulu se mêler en rien de l'exposition de Philadelphie à l'occasion du centenaire américain, et il a sagement fait selon nous, car il eût assumé une lourde responsabilité. La dépêche suivante annonce la formation d'une commission particulière. Cette commission aura une lourde tâche, celle de protéger les intérêts des exposants français.

Paris, 20 mars.—En conséquence d'un appel adressé par le ministre Washburne aux députés et aux principaux négociants de Paris, un comité de patronage est formé en vue de prendre des arrangements pour la participation de la France à l'Exposition de Philadelphie. Le comité a pour président M. le marquis de Lafayette, pour vice-présidents les députés Dietz Monnin et Wolowski, et pour secrétaire le député Flotard. Seize autres députés font partie du comité, notamment MM. Laboulaye, Feray, Max Richard, Arbel, Jullien, Johnston Joubert et Pascal Duprat. Le comité jouit d'une grande influence.

NOUVELLES PARISIENNES.—Nous cueillons dans les journaux parisiens du 8 mars les faits suivants:

Une série de nouvelles religieuses:

Dimanche prochain, la quatrième conférence du R. P. Monsabré sera honorée de la présence de NN. SS. les évêques de Liége et de la Nouvelle-Orléans. Ce dernier prélat vient en France pour faire, en personne, appel à la charité de ses compatriotes en faveur des pauvres de l'Etat de la Louisiane.

Or, l'archevêque de la Nouvelle-Orléans, Mgr Perché, est revenu, hier, de la Havane, où il vient de passer un mois.

Voici un autre item tout aussi véridique que nous trouvons dans un article sur les huîtres, publié par la *Patrie*:

Dans la Nouvelle-Orléans, il y a un marais qui contient des huîtres d'une grosseur prodigieuse et en si grande quantité que l'écaille sert à faire de la chaux.

Nos confrères parisiens ont vraiment trop d'imagination. Nous mangeons ici d'assez grosses huîtres, mais elles viennent du Golfe du Mexique. Le même journal ajoute:

Au Sénégal, du côté de Gambie, on les cueille à la marée basse sur des arbres qui peuplent le fond de la mer dans ces parages.

Nous n'irons pas voir ces arbres qui *peuplent* le fond de la mer, c'est trop loin.

MOYEN DE S'ASSURER DE LA VIGILANCE DES WATCHMEN.—Nous signalons à nos autorités de police l'ingénieux procédé qui suit. Son emploi pourrait empêcher nos watchmen de dormir ou de s'absenter de leur poste.

On a placé dans toutes les salles du musée du Louvre des compteurs très curieux et d'un modèle tout nouveau; ils sont destinés à s'assurer de la vigilance des veilleurs de nuit.

Dans l'intérieur du compteur se trouve un cadran mobile, où sont marquées les heures; à l'extérieur est un gros bouton de cuivre.

Dès qu'on tourne le bouton, une petite tige en acier se détend subitement, perce le cadran juste à l'heure correspondante avec celle de la pendule, puis reprend sa position.

Les surveillants de nuit, lorsqu'ils font leur ronde, tournent le bouton des compteurs pendules et marquent ainsi l'heure exacte de leur passage.

Le lendemain, l'inspecteur de service relève les cartons et s'assure qu'aucune ronde n'a été oubliée. Ces rondes de précautions se font invariablement toutes les deux heures.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le département des améliorations.

L'Hôtel de Ville était fermé hier, à cause du Vendredi-Saint, mais ce matin, quand il ouvrira de nouveau ses portes, il sera envahi par des légions d'hommes sans emploi, qui manquent de moyens d'existence et qui tous espèrent être parmi les cent élus que M. Burke est autorisé à engager à un salaire d'une piastre et demie par jour pour le curage des égouts de la ville.

Hélas, quant les cent privilégiés auront été choisis, il restera peut-être un millier d'hommes qui viendront encore crier misère à la porte du département des améliorations.

Nous nous inclinons devant la sagesse du Conseil Municipal, qui doit savoir mieux que nous ce qu'il est préférable de faire dans les circonstances actuelles; mais il nous semble que si l'on avait réduit d'un seul coup le salaire de tous les employés, comme le maire l'avait d'abord suggéré, de $1.75 à $1. par jour, on aurait pu de cette façon donner du travail à un bien plus grand nombre d'hommes. Une piastre par jour n'est certainement pas la fortune, mais avec une piastre par jour un ouvrier industrieux ne meurt pas de faim, et l'on doit songer autant que possible, en ce moment, à soulager la masse de la population et non quelques individus seulement.

Il y a plus de charité à employer trois cents hommes à une piastre par jour qu'à en employer cent à un salaire de $1.50.

L'injonction relativement au droit de batture.

Nous avons donné déjà un résumé succinct de la décision du juge Woods, de la Cour de Circuit des Etats-Unis, dans le procès de l'Etat de la Louisiane contre la ville de la nouvelle-Orléans et Mme Myra Clarke Gaines, au sujet du droit de disposer de certains terrains en batture.

Voici maintenant la compagnie de chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, Mobile et Texas qui suit l'exemple donné par l'Etat et qui fait une demande en équité devant le même tribunal pour réclamer aussi une injonction contre la ville et Mme Myra Clarke Gaines.

Une injonction ayant déjà été accordée par le juge Woods, nous ne voyons pas à quoi servirait une seconde injonction, si ce n'est à constater les titres de la compagnie au droit de passage sur les dits terrains en batture.

Cette affaire menace de se compliquer de plus en plus.

Le Vendredi-Saint.

Hier était un jour férié et par conséquent tous les édifices publics étaient fermés.

Pendant toute la journée les fidèles se sont rendus en procession aux différentes églises pour la cérémonie du baisement de la croix.

Le Vendredi-Saint est une des plus grandes fêtes de la chrétienté; car c'est l'anniversaire de la crucifixion de l'homme-Dieu sur le mont Golgotha et l'anniversaire de la rédemption du monde.

Nous avons visité plusieurs églises et nous avons remarqué partout le même recueillement et la même dévotion.

La journée entière a été consacrée à la prière et à la pénitence, et dans toutes les rues on voyait passer des centaines de dames qui allaient s'agenouiller au pied de la croix pour y déposer leurs offrandes de fleurs.

Une autre disparition.

Il paraît que depuis trois semaines, à peu près, M. John H. Bernos, un membre du barreau de la Nouvelle Orléans et un citoyen bien connu, a disparu de la façon la plus mystérieuse.

Sa famille n'a pas reçu de nouvelles de lui depuis cette époque et ne sait pas au juste ce qu'il est devenu.

On ne sait que penser de cette disparition.

Corps retrouvé.

On a trouvé hier matin, vers huit heures, flottant dans le fleuve, au pied de la rue Clouet, le corps d'un homme blanc inconnu ayant l'uniforme de la marine des Etats-Unis.

Le coroner DeBlanc a fait une enquête.

Le cas d'Owen Agnen.

Owen Agnen, le conducteur du char de la ligne de la rue Annonciation, qui a écrasé et tué instantanément un petit enfant, le 23 courant, a été conduit avant-hier devant la cour municipale du quatrième district, juge Adams, accusé d'homicide.

Le magistrat a fixé le cautionnement d'Agnen à $5000 et ce malheureux n'ayant pu trouver une somme aussi importante a été reconduit à la prison de paroisse.

Une fausse rumeur sur Schoubausen

Il paraît que Schoubausen ne s'est jamais échappé: c'est le capitaine Hayden, chef de la chiourme, qui le dit.

Ce personnage est en ce moment au pénitencier de Bâton-Rouge avec une chaîne au pied et il n'est pas probable qu'il s'évadera de sitôt, car on le surveille.

Schoubausen, nous dit-on, est un bon prisonnier, en ce sens qu'il ne parle presque jamais et qu'il fait très peu de bruit.

Une descente de la police chez Elephant Johnny.

Un sergent et un caporal de la police ont fait, avant-hier soir, une descente dans le bouge d'Elephant Johnny, sur la Levée, et ont arrêté trente des pensionnaires, qui ont été conduits hier matin, devant le juge Evans de la cour municipale du premier district et condamnés à payer $2.50 d'amende par tête.

TEMPERATURE.—26 mars 1875 thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	66	19
12 M.	76	24
3 P. M.	80	27
6 P. M.	76	24

LA NOUVELLE COALITION PARLEMENTAIRE EN FRANCE.

Le télégraphe nous apprend que M. Buffet a déclaré aux employés du ministère de l'Intérieur que le nouveau ministère était éminemment conservateur. Ceci ne fera pas l'affaire des radicaux, car voici ce que disait le *Rappel*:

"On peut envoyer des notes à l'*Officiel*; on peut envelopper la République dans une charte monarchique, comme une amande dans une praline; on peut donner à un président un droit princier: le droit de dissolution; on peut décider que Versailles est une capitale et que Paris est une ville de province,—mais on ne peut rien contre la force et la logique d'une situation.

"Si habile horticulteur qu'on soit, on ne peut pas faire pousser des poires sur une courge, ni faire produire des potirons à un prunier.

Le même article se terminait ainsi:

"Il faut travailler, au contraire, et redoubler de zèle, de patience, d'énergie et d'activité. Cette République *qui n'est rien encore, c'est nous qui devons en faire bientôt une République vivante et agissante*, à l'aide de cet outil qu'on ne peut plus nous enlever: le suffrage universel."

Le *Français*, organe des orléanistes écrivait de son côté:

M. Gambetta sait très bien que, si sage qu'il tâche de paraître, on est toujours gêné de l'avouer publiquement comme ami. Il comprend que son concours doit être nécessaire pour être accepté.

L'alliance entre les coalisés pourrait bien n'être pas de longue durée, si les orléanistes veulent garder tout pour eux.

LES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER ET LE SERVICE MILITAIRE.—Le ministre des affaires étrangères de France, d'accord avec son collègue de la guerre, vient d'adresser une nouvelle circulaire à tous les consuls et agents consulaires à l'étranger. Cette circulaire invite, une dernière fois, les hommes qui, par leur âge, appartiennent à l'armée territoriale, à se faire inscrire sans plus tarder au consulat de leur circonscription. Ceux de nos nationaux qui négligeraient cette obligation s'exposeraient à perdre leurs droits de citoyens, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre eux à leur rentrée en France.

—Le prédicateur mormon Cyring est venu faire de la propagande en Europe. Il s'est installé à Mannheim, où il avait réussi à gagner quelques prosélytes, lorsque la police badoise a eu l'indélicatesse de s'occuper de ses agissements, avec prière de vouloir bien les cesser sous peine d'emprisonnement et d'expulsion.

—On va bien au Grand-Théâtre de Marseille!

Voici comment on y a répété *Pétrarque*, vendredi.

Le ténor, M. Rohanni, ayant vainement prié la Falcon, Mme Antonia Gantié, ci-devant Fontenay-Ladoit, de répéter plus sérieusement, ajouta à ses observations quelques paroles grossières.

Colère de M. Gantié, un ex-officier d'artillerie, homme peu commode.

Echange d'explications c'est-à-dire soufflet, coup de poing, et enfin prise de corps. Les machinistes accourent, les musiciens escaladent la scène et les uns et les autres reçoivent une grêle de horions en s'efforçant de séparer les combattants.

M. Rohanni attend maintenant une satisfaction et soutient que le mari de Mme Gantié-Fontenay *la doit.*

Revue de la Presse Européenne.

On lit dans la correspondance parisienne du *Times*:

"L'opinion publique se demandait tout récemment quel serait le moment le plus favorable pour la dissolution de l'Assemblée. Les radicaux et les démocrates désireraient naturellement que cet événement arrivât le plus tôt possible. En premier lieu, il ne faut pas se figurer que le comte de Chambord soit le seul qui attende à la porte. Une foule de personnes inquiètes et impatientes espèrent entrer dans la chambre aussitôt après la dissolution, et il est notoire que ce sont principalement des candidats radicaux, car les légitimistes ne se bercent pas d'une fausse espérance.

"Les bonapartistes, bien qu'étant en droit de spéculer sur les élections, ne considèrent pas le moment comme très favorable, et les partisans de la nouvelle république n'ont pas encore eu le temps de travailler le champ électoral. Les radicaux, bien qu'en se tenant cois pour n'effrayer personne, comptent bien être maîtres de la situation une fois la république établie et les électeurs endoctrinés.

"Dans les quartiers excentriques que j'ai parcourus aujourd'hui pour me rendre compte de l'opinion qui y domine, j'ai trouvé cette théorie très répandue. Le mot d'ordre a été donné de rester tranquille, "*parce que ce n'était pas signé*." Par *signature*, j'ai compris *promulgation*."

"La plupart de ceux que j'ai vus ne regardent point l'état de choses nouveau comme une république. L'un d'eux me dit même: *Tant qu'il y aura des sergents de ville pour faire du mal, la république ne pourra exister.*"

Voici un témoignage non suspect sur l'influence qu'a exercée M. Gambetta sur la résolution des gauches; un des intransigeants de l'extrême gauche, M. Marcou, écrit à son journal, la *Fraternité*, de Carcassonne:

"A quoi tiennent quelquefois les destinées des peuples! Dans le cas actuel, cela a tenu à l'opinion de M. Gambetta, qui a entraîné l'Union républicaine dans cette voie. S'est-il trompé? A-t-il bien vu? L'avenir nous l'apprendra. Toujours est-il qu'il a assumé une bien grande responsabilité, car c'est lui qui a tout décidé. Sa voix compte pour soixante ou soixante-dix. Nul doute que si l'autre côté de la question eût apparu à son patriotisme dans tout son jour, la solution eût été différente et il aurait eu moins de peine à la faire accepter par ses amis, qui auraient été heureux de rester fidèles à leurs principes, tout en poursuivant l'établissement de la République par la future Assemblée."

Nous lisons dans la *Liberté*:

"On parle d'une altercation assez vive qui aurait eu lieu dans les couloirs entre M. Marcou et M. Gambetta. M. Marcou aurait amèrement reproché à M. Gambetta d'avoir entraîné l'extrême gauche à voter contre tous les principes républicains, et aurait fini par lui lancer cette invective: "Vous n'êtes qu'un orléaniste déguisé!"

L'*Evénement* exhume l'opinion confidentielle de M. Rouher sur M. Buffet, opinion consignée "dans la note si indiscrète et si fine que nous ont divulguée les *Papiers des Tuileries*."

M. Buffet est un esprit doctrinaire et cependant toujours indécis, qui ne se donnera jamais tout entier, *qui se présentera dans une combinaison ministérielle* AVEC DES CONDITIONS ET UN PROGRAMME *sur les choses et les personnes*. Nous n'en sommes point, que je sache, à ce degré de régime parlementaire, et je ne crois pas l'empereur disposé à passer ainsi sous les FOURCHES CAUDINES.

Etant donné le caractère de M. Buffet, l'*Evénement* croit que la note malencontreuse de l'*Officiel* a dû singulièrement refroidir la bonne volonté de l'honorable président.

L'*Opinion nationale*, la *République française*, le *XIXe Siècle*, le *Rappel*, se livrent à des charges à fond contre le parti impérialiste, à l'occasion de la déposition de M. le préfet de police.

"La commission d'enquête, écrit le premier de ces journaux, sur des témoignages rigoureusement exacts, dénonce des faits qui par eux-mêmes, constituent un péril pour la sécurité de l'Etat. Mais suivant ces mêmes témoignages, la commission ne possède qu'une partie de la vérité: les éléments les plus essentiels de l'instruction lui sont peut-être défaut.

"En cet état, après des présomptions aussi graves, après un tel commencement l'Assemblée peut-elle refuser à la commission tous les pouvoirs nécessaires pour pousser sa tâche jusqu'au bout, pour jeter une pleine et complète lumière sur la conspiration bonapartiste? Evidemment non."

Par contre, le *Constitutionnel* soutient que "l'honorable rapporteur et l'honorable préfet de police connaissent insuffisamment le parti bonapartiste. De là des exagérations, des hypothèses, des fantômes et des visions." Le *Constitutionnel* ajoute:

"Les hommes qui, par situation, par hasard, par accident, côtoient le parti bonapartiste, seront à coup sûr bien surpris d'apprendre que ce parti est doué d'une force pareille de centralisation et d'unité; ils ne seront pas moins surpris de voir les proportions inattendues rhétoriquement données à tant de petites choses et à tant de petites individualités.

JOHN BRIGHT ET LE HOME RULE.

M. Bright a adressé la lettre suivante au révérend O'Malley à Dublin, touchant la question du *home rule* ou autonomie de l'Irlande:

"Londres, Club de la Réforme,
25 février 1875.

"Mon cher monsieur, je vous remercie de votre lettre et du petit volume concernant le "*home rule* basé sur la fédération." J'ai lu ce livre. Dois-je vous dire ce que je pense des deux plans irlandais à propos de cette question irlandaise? Le plan de Mitchell est facile à comprendre. Si l'Irlande était unanime et assez forte, il pourrait être tenté et réussir. Il est très simple, et dans les conditions que je viens d'exprimer il n'est ou ne serait pas impraticable. Mais ces conditions manquent. Partant, il est sujet à une objection fatale, c'est-à-dire qu'il est impossible. Il n'y a que des fous ou des méchants qui puissent vouloir pousser les Irlandais à en faire l'expérience.

"Pour ce qui est de votre plan de fédération, le système d'autonomie dont vous êtes évidemment fier d'être réputé l'auteur, il est, selon mon opinion, aussi impossible que l'autre. Je dois même dire qu'il semble beaucoup plus absurde. Il suffit d'y regarder un moment pour s'étonner qu'un seul individu ou plusieurs puissent s'imaginer de prendre au sérieux une pareille combinaison. Combien y a-t-il de partisans ayant la foi du *home rule* en Irlande? Pas plus d'un million assurément. Si je vous accorde quatre millions d'êtres voué à l'idée du *home rule*, du rappel, de républicains irlandais, ou d'autres antagonistes de la Grande-Bretagne,—et c'est là tout ce que vous pouvez réclamer,—vous ne trouverez dans le nombre qu'un million d'hommes dont pas même la moitié n'a le moindre souci de la politique et des affaires publiques. Et c'est dans ces conditions que vous proposez, pour apaiser le mécontentement de cette partie de la population, une révolution non-seulement en Irlande, mais en Angleterre, en Ecosse, dans le pays de Galles.

"Personne dans la Grande-Bretagne ne demande deux nouvelles Chambres des Lords et des Communes. Personne ne veut un troisième Parlement impérial. Et cependant vous proposez avec une sympathie puérile, avec enthousiasme, d'établir forcément en Angleterre, en Galles, en Ecosse, cette addition de corps représentatifs et législatifs pour justifier en apparence, ou pour contrebalancer la création ou l'établissement de ces combinaisons en Irlande.

"Assurément on n'a jamais entendu parler d'une si absurde et si monstrueuse proposition. Vous proposez que 20 millions d'habitants de la Grande-Bretagne renversent en quelque sorte de fond en comble tout ce à quoi ils sont accoutumés, dans le dessein désespéré d'apaiser le mécontentement d'une portion de la population irlandaise, laquelle n'a, jamais été en état de formuler ses griefs clairement, et s'est toujours trouvée tout à fait incapable, vous devez le savoir, d'accepter aucun des remèdes qui lui ont été offerts.

"Je n'entreprendrai pas d'examiner en détail votre petite brochure. Sinon je pourrais signaler beaucoup d'inexactitudes qui vous ont échappées. Je me borne, dans cette réponse, aux traits principaux des deux plans de régénération proposés pour l'Irlande. Je les tiens tous deux pour impossibles. Mais votre plan de *home rule* me semble éminemment puéril et absurde. Je dois vous prier de pardonner la franchise de langage de cette lettre. Mais je ne veux vous laisser aucun doute sur ma manière de voir, même après que j'ai lu la petite brochure que vous avez eu la bonté de m'envoyer. Depuis que j'ai pris une part dans la vie publique, je me suis senti et j'ai voulu être un des meilleurs amis de l'Irlande, et je pense que je ne l'ai jamais été plus qu'en ce moment.

"Je suis, etc.,

"JOHN BRIGHT.

ÉDITION HEBDOMADAIRE DE L'ABEILLE.

Nous publions régulièrement le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières,—littéraires, politiques et autres,—qui ont paru, pendant la semaine, dans l'*Abeille* quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours. Nous la vendons dans nos bureaux à raison de 10 cts. le numéro.

[illegible]

Mme THOS. MCFARLAND.

L'ordonnance favorite du Dr. Pierce se vend chez les marchands de drogues généralement.

Morte, le 3 mars 1875, à Fiesso, à Laboan, [illegible] RICKERT, âgée de 18 ans, [illegible]

Décédé hier après midi, à [illegible] vingt-trois ans, PIERRE [illegible] LE BLANC.

[illegible]

Le dimanche de Pâques à la Cathédrale.

GRANDE MESSE SOLENNELLE [illegible]

Avis.

Demande d'emploi.

Au Public.

Grande fête des Pompiers.

Collège Commercial de Dolbear.

Dernière saison professionnelle du Dr Curtis à la Nlle-Orléans.

Vins, Liqueurs, Provisions, &c.

QUEYROUZE & BOIS,

GAZAUX & VERGNOLE

En Vins, Cognacs et Cordiaux.

GEO. MERZ

CHAUSSURE FINE

MAGASIN BLEU.

ENGRAIS.

ENGRAIS !

ENGRAIS !

Engrais No 1
POUR CANNES A SUCRE
Engrais No 2
POUR LE COTON.
Engrais pour
Les Orangers et les autres Arbres Fruitiers.

Fabriqué aux Abattoirs par le Blood Fertilizing Works.

ENGRAIS.

Substances Fertilisantes.

BUREAUX, 37 North Peters Street.

BLOOD FERTILIZER

Louis GRUNEWALD,
Salle Grunewald, 19 rue Baronne,

A louer à des conditions libérales.

A louer à bon marché.

Quelque chose de nouveau

MRS. MARIA VOISIN,
Millinery & Dress-making.

JOS. DAVID,

L. C. ARNY,

MAISON
J. GALINIER,
RUE ROYALE

OUVERTURE
Des marchandises de modes, du Printemps et d'Eté,

Chaussures !! Chaussures !!
OUVERTURE
—DU—
NOUVEAU MAGASIN.
LE MAGASIN ROUGE

Guérison positive de toutes les maladies chroniques
Le Docteur L. L. SOLANAS

BALANCES DE FAIRBANKS

Balances de Fairbanks, pour le Coton.

No 53 de la rue du Camp.

Restaurants, Hôtels, &c.

Hôtel et Restaurant
—DE—
H. MATARAN,

Restaurant des Quatre-Saisons.

Commercial Restaurant,

MM. GERMAIN & AUGUSTE,

L. GIROT,

$50, $100, $500, $1000.

Ris pour rire ! Ris pour rire !

A. ROCHEREAU & CO.,
Sole Agents for the sale of KRUG & CO'S Champagne,
COMMISSION MERCHANTS,
WINES, BRANDIES, SARDINES, &c.
New York. New Orleans.

Ver. MAIGNAN,
NEGOCIANT-COMMISSIONNAIRE,
SEUL AGENT POUR LA VENTE DU GRAND VIN DU
CHATEAU PAPE CLÉMENT,
23 et 25 Rue Bienville 23 et 25

J. P. SARRAZIN,
Grande fabrique de tabac du Sud, à la vapeur.

CHAUSSURES !
Chaussures ! Chaussures !
Vissées et Cousues.
300,000 paires
DRAPEAU ROUGE.

Taxes de ville de 1875.

TAXES. TAXES.
Taxes de Ville.

COLLEGE COMMERCIAL ET LITTERAIRE.
Jules Choppin, principal.

Classes de jour et de nuit.

J. A LACROIX,

St. Bernard's Blood Fertilizer.

Guérison gratuite des crises !!!

GRANDE VENTE.

Avez-vous besoin d'argent ?

L'Union Française.

Tirage de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Pour Bordeaux.

Avis.

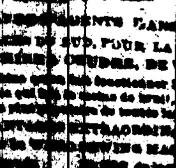
Avis du Clearing House.

Firemen's Insurance Company

Une nouvelle industrie louisianaise.

Guérison de la Consomption.

$2000.00



[illegible]